

LUTTE CONTRE LA DÉFORESTATION ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE :

Les filières durables
sont-elles la solution ?



CONVERGENCES
Forum Mondial

ZÉRO EXCLUSION
CARBONE.
PAUVRETE

8^e édition - 7, 8 et 9 sept. 2015
Palais Brongniart - Hôtel de Ville - Paris



CONVERGENCES
Forum Mondial

**ZÉRO EXCLUSION
CARBONE,
PAUVRETÉ**

8^e édition - 7, 8 et 9 sept. 2015
Palais Brongniart - Hôtel de Ville - Paris



FRÉDÉRIC ROUSSEL
PRÉSIDENT DE
CONVERGENCES

Lutte contre la déforestation et le changement climatique, les filières durables sont-elles la solution ?

Cette question est au cœur de l'injonction apparemment contradictoire à laquelle le Forum Convergences entend répondre : comment arriver en même temps et rapidement à un monde sans pauvreté et sans carbone ? Comment répondre au défi de la pauvreté grâce à une croissance forte et inclusive, non carbonée, frugale en matières premières et riche en développement personnel et collectif ?

La déforestation représente à elle seule 20% des émissions de CO₂ anthropiques. Au-delà des conséquences sur le changement climatique, elle touche également les communautés dépendantes de la forêt, soit 1,2 milliard de personnes à la fois victimes et acteurs de la déforestation, cristallise les tensions et aggrave les crises.

Son accélération est croissante et massive : depuis 25 ans, la moitié des forêts tropicales a disparu. Or, la principale pression sur ces forêts est directement liée à la recherche d'espaces pour produire du soja, de l'huile de palme, du caoutchouc, du cacao... Quelles solutions innovantes et communes ces filières peuvent-elles mettre au point pour lutter contre la déforestation et le changement climatique ? C'est tout l'enjeu de l'atelier interactif organisé par L'Alliance Française pour une Huile de Palme Durable.

**MIEUX NOURRIR
LA PLANÈTE
ET PROTÉGER
LA FORÊT : UN
ENJEU GLOBAL
AUQUEL TOUTES
LES FILIÈRES
DOIVENT
CONTRIBUER
ACTIVEMENT.”**



GUILLAUME RÉVEILHAC
PRÉSIDENT
DE L'ALLIANCE FRANÇAISE
POUR UNE HUILE DE PALME
DURABLE

POUR ENRAYER LA DÉFORESTATION, UNISSONS NOS FORCES.

Véritable « puits de carbone », la forêt participe à l'atténuation du changement climatique. Pour jouer pleinement son rôle, sa capacité future d'absorption est un enjeu majeur. Or, en l'absence d'action pour infléchir la tendance, plus de 170 millions d'hectares de forêts pourraient être détruits d'ici 2030.

Dans le cadre du Forum Mondial Convergences, l'Alliance Française pour une Huile de Palme Durable a réuni producteurs, industriels, distributeurs des filières bois, pâte à papier, huile de palme, soja et caoutchouc, ONG, représentants des consommateurs, société civile, pouvoirs publics autour d'ateliers interactifs. Au total plus de 130 experts, partageant une même ambition : identifier des solutions concrètes pour lutter contre la déforestation tout en assurant un impact économique et social positif sur les communautés locales.

Si, avec plus de 90% de l'huile de palme produite dans le monde couverte par des engagements « zéro déforestation », la filière de l'huile de palme fait figure de pionnière, il y a de véritables synergies à créer entre filières et acteurs. Coordonnons nos initiatives, unissons nos forces. La transformation est en marche !

“
RÉFLÉCHIR
ENSEMBLE À
DES SOLUTIONS
CONCRÈTES
POUR LUTTER
CONTRE LA
DÉFORESTATION
ET LE
CHANGEMENT
CLIMATIQUE.”

ARNAUD GAUFFIER
RESPONSABLE DU PROGRAMME
AGRICULTURE & ALIMENTATION, WWF FRANCE

LUTTE CONTRE LA **DÉFORESTATION ET LE** **CHANGEMENT CLIMATIQUE :** **QUEL RÔLE POUR L'EUROPE ?**



Les principaux fronts de déforestation impactent de véritables joyaux de biodiversité et d'importants puits de carbone. Face à l'accélération massive de la déforestation, les pays importateurs et les entreprises utilisatrices de matières premières à fort impact comme le soja se doivent de responsabiliser leurs échanges commerciaux.

Aujourd'hui, dans le monde et principalement dans les pays tropicaux, les taux de déforestation sont de plus en plus importants avec près de 13 millions d'hectares de forêts qui disparaissent chaque année (l'équivalent de la surface de la Grèce), mettant ainsi en danger de nombreuses espèces animales et végétales mais aussi les populations locales. L'absence de consensus scientifique sur une définition globale de la déforestation ne doit pas être un facteur d'immobilisme : il faut agir, en étroite collaboration avec les gouvernements.

L'AGRICULTURE, PREMIÈRE RESPONSABLE DE LA DÉFORESTATION

Les fronts de déforestation font face à des pressions variées. À l'échelle du globe, la première cause de déforestation est l'expansion de l'agriculture : des pans entiers de forêts sont abattus pour laisser la place à des cultures agricoles et zones d'élevage, en particulier destinées à l'exportation. D'ici 2030, plus de 80% de la déforestation devrait se concentrer sur onze régions : Afrique orientale, Australie orientale, Bassin du Congo, Bornéo, Cerrado, Chocó Darien, Forêts atlantiques / Gran Chaco, Grand Mékong, Nouvelle Guinée, Sumatra. Ces fronts de déforestation les plus susceptibles d'être exposés à des activités de déboisement ou à une forte dégradation représentent plus de 170 millions d'hectares de forêts.

L'EXEMPLE DU SOJA EN EUROPE : DES CONSÉQUENCES ÉCOLOGIQUES ET SOCIALES

La culture du soja figure parmi les principales causes de déforestation des écosystèmes sud-américains, notamment de la savane arborée du Cerrado. Avec une consommation européenne de 35 millions de tonnes par an, le soja représente la moitié de l'empreinte déforestation de l'Union Européenne.

**"IL EST POSSIBLE
DE SATISFAIRE LA
DEMANDE HUMAINE
EN NOURRITURE,
EN ÉNERGIE ET
EN MATIÈRES
PREMIÈRES POUR
LES PROCHAINES
DÉCENNIES SANS
POUR AUTANT
SACRIFIER DE
PRÉCIEUSES
FORÊTS."**



Derrière une demande croissante en protéines animales se cache ainsi une utilisation massive de soja, essentiellement pour l'alimentation du bétail. Les conséquences sont multiples tant d'un point de vue écologique que social : destruction de forêts et savanes écologiquement précieuses, pollution des eaux, érosion des sols, perte de biodiversité, mauvaises conditions de travail, rémunérations insuffisantes, conflits locaux.

240

millions d'hectares de forêts ont disparu entre 1990 et 2008, soit la surface de la République Démocratique du Congo.

35

millions de tonnes de soja importées par an en Union Européenne.

QUELLES ACTIONS POUR RÉDUIRE L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE EUROPÉENNE ?

Si manger moins de protéines animales et produire du soja européen apparaissent comme des leviers fondamentaux, ils peuvent - et doivent - être appuyés par d'autres initiatives à l'échelle globale :

- Étendre les outils réglementaires existants comme la législation forestière FLEGT (Forest Law for Enforcement, Governance and Trade) à d'autres matières premières telles que le soja.
- Encourager les engagements « zéro déforestation » volontaires multisectoriels du secteur privé.
- Responsabiliser la gouvernance et les politiques publiques dans les pays producteurs.
- Étendre les initiatives régionales comme le moratoire soja au Brésil à d'autres commodités.
- Mettre en place des instruments de suivi de traçabilité et des certifications robustes tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

**JÉRÔME FRIGNET,
RESPONSABLE CAMPAGNES FORÊT ET OCÉAN,
GREENPEACE FRANCE**

OBJECTIF « ZÉRO DÉFORESTATION » : COMMENT Y PARVENIR ?



L'objectif
« zéro déforestation »
est un impératif
mondial pour le climat
et la préservation
d'écosystèmes
irremplaçables.
Et il est indissociable de
l'objectif « Triple Zéro »,
zéro exclusion,
zéro carbone,
zéro pauvreté.

Outre ses conséquences environnementales bien connues, la déforestation est un facteur d'exclusion et de pauvreté pour de nombreuses communautés forestières. Il est donc erroné d'opposer préservation des forêts et développement, et au contraire nécessaire de concevoir une approche « zéro déforestation » dans un monde de contraintes économiques et démographiques importantes. Le secteur de l'huile de palme a enclenché cette nouvelle dynamique ces dernières années... et d'autres filières commencent à s'engager sur cette voie.

ÉMERGENCE D'UN STANDARD ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL COMPATIBLE AVEC UN OBJECTIF « ZÉRO DÉFORESTATION » ET CLIMATIQUE

On observe dorénavant la mise en œuvre de politiques de plantations et d'approvisionnement plus transparentes, visant à préserver : l'ensemble des forêts naturelles (et non plus les seules forêts dites primaires) et des tourbières, les zones à haute valeur de conservation (HCV), les droits et les intérêts des communautés locales, la sécurité alimentaire et la santé des riverains. L'approche HCS « High Carbon Stock » a été spécifiquement développée pour distinguer les zones dans lesquelles il est possible de planter des forêts à préserver de tout développement industriel, tout en maintenant des superficies suffisantes destinées à la culture vivrière (ou commerciale) par les communautés.

LA DYNAMIQUE « ZÉRO DÉFORESTATION » : L'EXEMPLE PIONNIER DE L'HUILE DE PALME

À l'origine du mouvement « zéro déforestation », et sous la pression des ONG, des entreprises font figure de précurseurs. Nestlé s'engage dès 2010 à utiliser

“IL S’AGIT D’ÉTENDRE L’APPROCHE INITIÉE PAR L’HUILE DE PALME AUX SECTEURS OÙ ELLE EST PERTINENTE ET D’ALLER PLUS LOIN DANS L’ENGAGEMENT DES POLITIQUES PUBLIQUES VERS LA « ZÉRO DÉFORESTATION ».”



une huile de palme 100% traçable et n’ayant pas contribué à la déforestation ; en 2011, GAR (Golden Agri Ressources) s’engage à produire une huile de palme « zéro déforestation ». En 2013, Wilmar, leader dans le négoce d’huile de palme, joue la transparence avec une politique de production et d’achat « zéro déforestation ». Aujourd’hui, la plupart des plus gros acteurs du secteur de l’huile de palme ont rejoint la dynamique : planteurs, négociants, grande consommation, des dizaines d’entreprises ont publié des politiques « zéro déforestation », se référant au standard HCS. Des initiatives politiques émergent également, visant à faire évoluer les réglementations nationales dans le même sens.

VERS UNE APPROCHE « ZÉRO DÉFORESTATION » MULTISECTORIELLE ?

D’autres filières, confrontées aux problématiques de déforestation, sont également concernées par cette révolution dans les pratiques de production et critères d’approvisionnement. En 2013, APP (Asia Pulp & Paper), géant indonésien de la pâte à papier, met un terme à ses pratiques de déboisement et s’engage à imposer le standard HCS à ses fournisseurs. Des entreprises leaders dans les filières cacao et caoutchouc naturel ont déjà, ou devraient prochainement, publier des politiques « zéro déforestation ». Parallèlement, des initiatives régionales ont déjà prouvé leur efficacité - moratoires sur le bœuf, et surtout le soja, liés à la déforestation en Amazonie brésilienne. Les États, encore timorés, commencent cependant à donner des signes d’évolution, à l’instar du Liberia qui s’est fixé un objectif de réglementation « zéro déforestation » dans le secteur agricole d’ici 3 ans. Le chemin est encore long, mais il est dorénavant tracé, avec une méthodologie de référence et une masse critique d’acteurs engagés tout au long de la chaîne de valeur.

80%
de la déforestation
est liée à la production de
matières premières agricoles.



COMMENT GÉRER LES RISQUES D'APPROVISIONNEMENT LIÉS À LA DÉFORESTATION ?

ANIMÉE PAR **ÉRIC SERVAT**, RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT
MARCHÉS DURABLES EUROPE DU SUD, RAINFOREST ALLIANCE

Un approvisionnement non responsable, qui n'intègre pas l'impact sur les forêts et les populations locales, contribue à la dégradation de notre planète, et met non seulement en péril la disponibilité de ses matières premières à moyen terme mais engage également immédiatement la réputation de l'entreprise et de tous les produits qu'elle distribue.

Le risque d'approvisionnement des entreprises ne concerne pas uniquement un de leurs fournisseurs isolé ou un des ingrédients rentrant dans la composition des produits, il touche directement la réputation de l'entreprise et des produits qui contiennent des matières premières issues de plantations avérées non durables. Des alertes au niveau de la chaîne d'approvisionnement ont souvent altéré, auprès du public, l'image de nombreuses entreprises utilisant de l'huile de palme à l'échelle mondiale. Comment les entreprises peuvent-elles gérer ces risques d'approvisionnement et les transformer en opportunité pour mettre en avant des pratiques vertueuses qui remportent l'adhésion de plus de consommateurs ?

LES PIRES PRATIQUES DE PRODUCTION À EXCLURE !

Derrière la gestion du risque d'approvisionnement, il y a la volonté défensive d'écarter les produits les moins durables. Or, il peut s'avérer complexe pour une entreprise de se repérer dans des chaînes d'approvisionnement diverses et mondialisées. Malgré la volonté croissante d'intégration d'objectifs sociaux et environnementaux dans le choix des fournisseurs, les entreprises ne sont pas à l'abri de se retrouver confrontées à des problèmes de qualité ou de rupture d'approvisionnement. Quels sont les obstacles à lever afin que plus de fournisseurs s'engagent et que les entreprises acheteuses de matières premières renforcent la transparence de leur chaîne d'approvisionnement ?



“IL EST DÉJÀ TROP TARD POUR SE DEMANDER SI LE RISQUE DE DÉFORESTATION EXISTE. L’ACTION COLLABORATIVE EN TRANSPARENCE EST URGENTE.”

DES RÉGLEMENTATIONS ENCORE DISPARATES

Que ce soit dans les pays fournisseurs ou consommateurs, de grandes disparités persistent entre les réglementations existantes et volontaires. Comment stimuler un renforcement de la réglementation, l’interopérabilité des référentiels de développement et la mise en œuvre des politiques « zéro déforestation » autour de ces référentiels pour augmenter la production durable, favoriser la demande et donc sécuriser les approvisionnements ?

DES ENJEUX MAJEURS POUR LES ENTREPRISES QUI N’ONT PAS ENCORE TOUTES AGI

- Repérer dans leur chaîne d’approvisionnement les hotspots de déforestation et les fournisseurs sans engagement social ni environnemental.
- Identifier et soutenir la capacité effective d’approvisionnement de leurs fournisseurs en produits sans déforestation.
- Savoir accompagner la multiplicité d’acteurs dans un plan d’amélioration continue par étapes commençant par l’interdiction des plantations illégales.

4 SOLUTIONS INNOVANTES POUR AMÉLIORER LA GESTION DU RISQUE D’APPROVISIONNEMENT

- Au sein de projets multi-acteurs (ex : Consumer Goods Forum, Alliances nationales), engager le dialogue avec les gouvernements des pays d’origine afin qu’ils mettent en place des pratiques plus strictes dans leur pays et veillent à leur respect.
- Avec les ONG, contribuer à l’élaboration de référentiels interopérables évolutifs en phase avec les problématiques du moment et les capacités à agir des parties prenantes locales.
- Dans les négociations commerciales, répartir les coûts financiers de mise à niveau « responsable » le long de la chaîne d’approvisionnement.
- Opter pour la transparence dans les communications sur la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) afin d’encourager les bonnes pratiques le long de la chaîne : mesures régulières des niveaux de risque fournisseur et actions correctives.

Au moins

50%

des entreprises fournissant la grande distribution n’ont pas de politique « zéro déforestation ».

À peine plus de

50%

de l’huile de palme certifiée responsable trouve preneur sur le marché.



TRAÇABILITÉ, CERTIFICATIONS, AUDITS : COMMENT VEILLER À L'APPLICATION DES ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES SUR LE TERRAIN ?

ANIMÉE PAR **JEAN-MANUEL BLUET**,
DIRECTEUR DÉVELOPPEMENT DURABLE, NESTLÉ FRANCE

Les consommateurs s'orientent de plus en plus vers des modes de consommation responsable et sont en attente d'informations claires et précises sur l'origine et la traçabilité de leurs produits. Un enjeu majeur pour les entreprises qui se retrouvent à devoir renforcer leur crédibilité.

Les nombreux intermédiaires dans plusieurs filières agricoles rendent la traçabilité d'un ingrédient extrêmement complexe. Pourtant, face à la demande croissante de transparence des consommateurs, de plus en plus d'entreprises prennent des engagements afin de leur donner des garanties durables sur les matières premières agricoles utilisées dans leurs produits. Mais comment s'assurer que ces engagements sont bien appliqués sur le terrain ?

UNE TROP GRANDE DIVERSITÉ DES OUTILS DE VÉRIFICATION

Les entreprises souhaitant s'engager rencontrent de nombreuses difficultés dans la définition et la mise en œuvre de leurs actions responsables. Les systèmes de vérification et de certification existants sont très hétéroclites entre filières et au sein d'une même filière. Régulièrement remis en cause, ils ne garantissent pas une protection parfaite. Quels sont les acteurs les plus crédibles et les mieux placés pour vérifier la bonne application de ces engagements ? Quels sont les moyens utilisés et les preuves acceptables pour le consommateur ?

DES ENJEUX TOUT AU LONG DE LA CHAÎNE D'ENGAGEMENT

- Définir et clarifier les engagements en amont.
- Déterminer quels outils et méthodes permettent de vérifier leur mise en œuvre.

**“POUR REDONNER
CONFIANCE AUX
CONSOUMATEURS,
LE PARTAGE
D’OUTILS
COMMUNS,
GLOBAUX ET
ÉVOLUTIFS
S’IMPOSE COMME
L’ANGLE D’ACTION
À PRIVILÉGIER.”**



- Comment donner de la visibilité à ces démarches.
- Comment mieux partager les coûts.
- Comment renforcer sa crédibilité auprès du grand public.

4 SOLUTIONS POUR « REGAGNER LA CONFIANCE »

- Élaborer une seule et même cartographie des zones à risques pour donner une visibilité précise des enjeux liés à la déforestation à l’ensemble des acteurs : un outil commun, consultable par tous, ONG, entreprises et investisseurs.
- Mettre en place une plateforme internationale de suivi des engagements des entreprises : transversale, commune à toutes les entreprises, indépendante en termes de financement, soutenue par les organisations internationales et alimentée par le monde scientifique, elle permettrait de communiquer avec transparence sur le suivi des engagements et de rassurer les consommateurs.
- Chaque entreprise connaît bien ses ingrédients et les risques qui y sont attachés selon les zones géographiques de production : partager auprès du grand public cette cartographie des risques pour chaque famille d’ingrédient afin de mettre en avant les efforts / actions spécifiques que les entreprises engagent pour répondre à ces risques.
- Produire un outil explicatif et didactique sur la traçabilité à l’usage du grand public : une approche pédagogique sur les enjeux de la traçabilité et de la certification sous forme de film pourrait informer les consommateurs et démocratiser ces problématiques souvent complexes.

Jusqu’à **8**
intermédiaires entre
le producteur et le
consommateur sur
certaines filières.



Les projets d'investissements se multiplient sur le continent africain, notamment pour la culture de l'huile de palme : face à cette arrivée massive de flux financiers, un cercle vertueux doit se mettre en place dès maintenant pour éviter la déforestation.

L'AFRIQUE, LE NOUVEL ELDORADO DES INVESTISSEURS : COMMENT PRÉSERVER LES DERNIÈRES FORÊTS ?

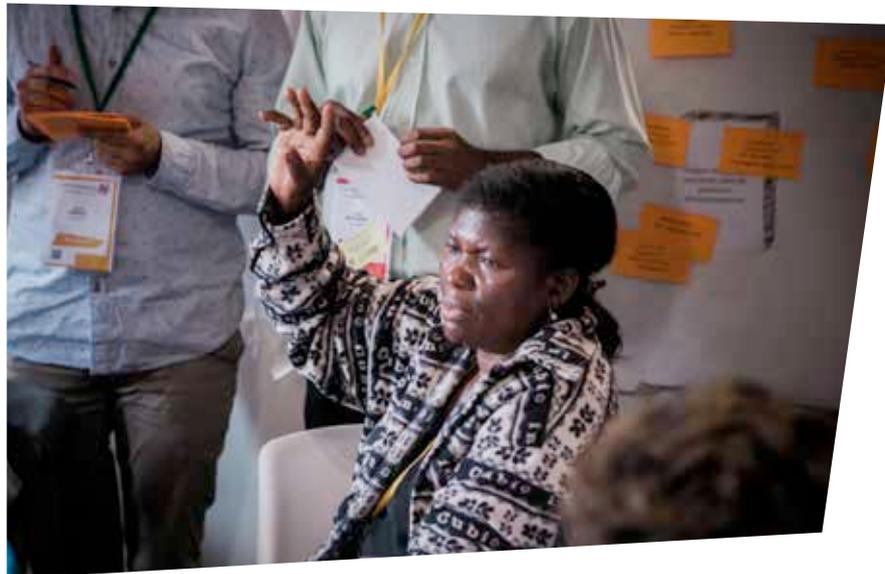
ANIMÉE PAR **JEAN BAKOUMA**, DIRECTEUR ADJOINT PRODUCTION & CONSOMMATION DURABLE, WWF FRANCE

Les capacités de production de matières premières comme l'huile de palme arrivant à saturation dans les principaux pays producteurs, comme l'Indonésie ou la Malaisie, les grands groupes agro-industriels se tournent désormais vers l'Afrique en vue de satisfaire une demande mondiale en augmentation constante. Cette expansion représente un fort potentiel de développement économique, mais aussi une menace environnementale, climatique et sociale. Comment aujourd'hui investir en Afrique sans que ces investissements soient porteurs de déforestation ? Comment rendre ces investissements « inclusifs », profitables pour la population ?

LES PAYS AFRICAINS FACE À LA MENACE DE DÉFORESTATION

En 2007 déjà, l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux avait organisé un forum consacré à la promotion des investissements privés et /ou institutionnels dans les forêts tropicales naturelles de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, en s'attachant à inclure les petites et moyennes entreprises africaines dans la promotion de la foresterie durable. Parallèlement, les pays africains sont engagés dans une stratégie de diversification et de transformation structurelle de leurs économies, notamment l'économie des ressources naturelles. Ces investissements sont concentrés sur l'exploitation minière, la foresterie et l'agriculture, lesquelles figurent parmi les facteurs de la déforestation. Il y a de fait des enjeux importants pour que l'Afrique priorise la protection de ses ressources naturelles et ses moyens de subsistance.

“LA VAGUE D’INVESTISSEMENTS EN AFRIQUE MENACE LE CONTINENT DE DÉFORESTATION À GRANDE ÉCHELLE, DE CHANGEMENT CLIMATIQUE, DE CONFLITS SOCIAUX AVEC LES COMMUNAUTÉS LOCALES. NOUS NE POUVONS Y RESTER INSENSIBLES.”



4%

Augmentation des investissements directs étrangers en Afrique en 2013.

3 millions

d’hectares de terres africaines pourraient être dédiés à la culture de l’huile de palme d’ici 2030, soit deux fois plus qu’aujourd’hui.

10 milliards

de dollars seront investis dans l’huile de palme africaine au cours des 25 prochaines années.

LES ENJEUX DE L’INVESTISSEMENT EN AFRIQUE

- Inciter les investisseurs à prendre en compte leur impact environnemental, économique et social au moment de leurs études d’implantation.
- Impliquer les États africains dans leur rôle de protection de l’environnement, de leur économie et de leur population lors de l’implantation d’investisseurs étrangers.
- Évaluer les bénéfices et les risques pour les populations et les écosystèmes des pays africains.
- Intégrer les parties prenantes (ONG, communautés locales, gouvernements...) dans les processus d’investissements.
- Définir les formes et critères nécessaires pour créer des investissements durables.
- Intégrer le rôle du capital humain africain.

4 SOLUTIONS INTERDÉPENDANTES POUR CLARIFIER L’INVESTISSEMENT « ZÉRO DÉFORESTATION » EN AFRIQUE

- Engager la volonté politique dans une démarche croisée avec un engagement du secteur privé.
- S’assurer de l’efficacité et de la connaissance des chaînes d’approvisionnement et des filières.
- Évaluer le prix payé aux producteurs, enjeu important pour l’investisseur.
- Régler les questions d’usage des terres et des sols.



PRODUCTEURS LOCAUX : COMMENT TRAVAILLER ENSEMBLE VERS DES PRATIQUES RESPONSABLES ?

ANIMÉE PAR **BASTIEN SACHET**, DIRECTEUR, TFT (THE FOREST TRUST)

Accompagner les petits producteurs locaux dans leur transition vers une production durable en mettant l'accent sur les bonnes pratiques plutôt que sur la certification et la vérification.

Si les producteurs locaux occupent une place économique importante, ils n'en restent pas moins des petits acteurs aux moyens financiers limités. Souvent peu formés aux pratiques agricoles responsables et non impliqués dans la conception de ces critères de durabilité, ils étendent leurs exploitations pour accroître leur productivité, se rendant ainsi acteurs de la déforestation. Leur dicter des critères de responsabilité et leur imposer peut s'avérer complexe. Et pourtant, face aux enjeux environnementaux actuels, comment les aider à adopter des pratiques responsables et les faire devenir des acteurs du « zéro déforestation » ?

UNE PLACE CENTRALE DANS LES FILIÈRES

Dans chacune des filières bois, huile de palme, soja, pâte à papier, caoutchouc, différents systèmes de culture coexistent, de la grande exploitation de milliers d'hectares aux petits planteurs (moins de 5 hectares). En ce qui concerne l'huile de palme, la culture du palmier à huile fait vivre directement ou indirectement des millions de personnes dans les pays où elle est implantée : 590 000 personnes en Malaisie dont 35% sont des petits producteurs, 3 à 7 millions de personnes en Indonésie dont 45% sont des petits producteurs. Petits mais nombreux... Quelles démarches entreprendre avec eux pour enrayer la déforestation sur leurs terres respectives ?

**“LA CLÉ, C’EST DE
CARTOGRAPHIER
LES PETITS
PRODUCTEURS
POUR MIEUX LES
CONNAÎTRE ET DE
LES IMPLIQUER
DANS LA
CONCEPTION DES
POLITIQUES “ZÉRO
DÉFORESTATION.”**



DES ENJEUX SOCIAUX DE TAILLE

- Inclure les producteurs locaux dans la chaîne d’approvisionnement des filières.
- Former les producteurs locaux, souvent responsables de la déforestation, aux pratiques responsables, évaluer leur capacité d’adaptation au changement.
- Réduire notre impact sur les écosystèmes et la biodiversité, préserver les dernières forêts primaires, tout en assurant un impact économique et social positif pour les populations et les communautés locales.

45%

de l’huile de palme est
produite par des petits
producteurs.

80%

du caoutchouc mondial
est produit par des petits
producteurs.

4 SOLUTIONS POUR « RESPONSABILISER » LES PETITS PRODUCTEURS ET LIMITER LA DÉFORESTATION

- Cartographier l’ensemble des petits producteurs afin de mieux les connaître et les comprendre : qui sont-ils et où se situent-ils dans la chaîne d’approvisionnement ?
- Les impliquer le plus tôt possible dans la réflexion et dans la conception des politiques “zéro déforestation” et d’aménagement du territoire ; impliquer également le gouvernement, représentant de la population.
- Développer des bonnes pratiques agricoles innovantes en amont de la certification : plutôt que d’imposer la certification aux petits producteurs ou risquer l’exclusion de ceux qui n’ont pas pu être certifiés, il s’agit de les former et de les accompagner à mieux produire.
- Tendre vers une contractualisation équitable : l’acheteur s’engage sur un prix, un volume, une durée, une fidélité, le vendeur sur le respect des critères de bonnes pratiques agricoles.



LES ESPÈCES ANIMALES MENACÉES PAR LA DÉFORESTATION : COMMENT CONCILIER PRODUCTIVITÉ ET PRÉSERVATION DE LEUR HABITAT NATUREL ?

ANIMÉE PAR **EMMANUELLE GRUNDMANN**, PRIMATOLOGUE
ET JOURNALISTE SCIENTIFIQUE, PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION AWELY

Lutter contre la déforestation est un enjeu majeur. La disparition des forêts contribue au réchauffement climatique, menace l'indépendance des peuples qui y vivent et entraîne l'érosion de la biodiversité.

La préservation de la biodiversité est au cœur des préoccupations des ONG, scientifiques et consommateurs. La déforestation massive de ces dernières années a causé la destruction de l'habitat naturel des grands singes mais également d'autres espèces animales et végétales moins connues du grand public, altérant ainsi gravement notre patrimoine naturel. Entre rendement et préservation de la biodiversité, pourquoi faudrait-il choisir ?

FACE À LA PRISE DE CONSCIENCE COLLECTIVE, DES ACTIONS SONT MENÉES...

Grâce aux lanceurs d'alerte, à la mobilisation des ONG et d'acteurs sur le terrain, des solutions ont été proposées et tentées d'être mises en place pour préserver les écosystèmes où vivent ces espèces, en créant notamment des « corridors verts » au sein des plantations afin de leur permettre de circuler d'un îlot forestier à un autre.

... MAIS PLUSIEURS ENJEUX SUBSISTENT

- Comment mesure-t-on l'impact de l'arrivée d'une plantation sur une espèce animale ou végétale quelle qu'elle soit ? Qui l'évalue et comment ?
- Comment concilier productivité et préservation de la biodiversité ? Au-delà des bonnes intentions de nombreux acteurs des filières concernées, quelles sont les solutions mises en place et quelle est leur viabilité en termes de conservation sur la durée ?

"SI NOUS NE PRÉSERVONS PAS LA BIODIVERSITÉ, LES PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX ENTRAÎNERONT UNE INJUSTICE SOCIALE DE PLUS EN PLUS CRIANTE, AVEC SON CORTÈGE DE FAMINES, D'ÉMEUTES, D'ÉPIDÉMIES ET DE GUERRES."



- Comment gérer les conflits avec les populations locales qui, contrairement aux idées reçues, ne sont pas toujours favorables à la préservation de zones tampons pour permettre aux espèces animales de subsister ? Bien que la démarche soit louable à leurs yeux, les populations locales souhaitent dans de nombreux cas avant tout exploiter et cultiver leurs terres.
- Comment faire face au braconnage et au commerce illégal d'espèces animales et végétales avec l'ouverture de pistes et de routes au sein de forêts autrefois inaccessibles ?
- Certains acteurs et producteurs sont mobilisés pour préserver les écosystèmes, mais se heurtent dans certains pays à des gouvernements qui encouragent l'exploitation de chaque parcelle de terre au détriment des espèces animales. Quel est le rôle des États ? Quel est le rôle de chacun dans la préservation de la biodiversité ?

70%

des espèces disparaissent à cause de la conversion de forêts « primaires » ou « secondaires » pour l'huile de palme, le soja...

2

milliards de personnes tirent - à des degrés divers - leurs moyens d'existence des ressources que leur offre la forêt.

5 SOLUTIONS POUR PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ

- Transformer les terres agricoles dégradées en exploitations de palmiers à huile : elles représentent un grand potentiel, à condition de tenir compte des contraintes du sol avant de replanter.
- Développer un protocole d'inventaire rapide de biodiversité pour les zones à haute biodiversité, avec une méthode suivie, reconnue et utilisable par tous (affinée ensuite par des inventaires plus pointus sur le moyen et long terme).
- Inciter les secteurs privés et publics à participer au financement sur le moyen et long terme des zones protégées.
- Développer le journalisme positif pour changer l'image des filières en valorisant les solutions et bonnes pratiques.
- Inciter à une transition alimentaire aboutissant à une moindre consommation des protéines animales et valoriser les circuits courts et le local afin de diminuer la pression sur les forêts converties au soja.



INFORMATION DU CONSOMMATEUR : COMMENT COMMUNIQUER SUR LES FILIÈRES DURABLES TOUT EN ÉVITANT LE « GREENWASHING » ?

ANIMÉE PAR **GILDAS BONNEL**
PRÉSIDENT DE L'AGENCE DE COMMUNICATION RESPONSABLE SIDIESE

La communication est primordiale dans la mesure où le changement de consommation est un moteur essentiel des changements de modèles. Pour y parvenir, les produits et les marques doivent embarquer le consommateur dans des choix plus éclairés, vecteurs de valeur et de fierté.

Face à des consommateurs toujours plus exigeants et sensibles aux informations de provenance et de traçabilité des produits qu'ils achètent, les entreprises s'engagent et commencent, pour nombre d'entre elles, à mettre en place des solutions pour garantir des produits sans lien avec la déforestation. Quels sont les outils et leviers d'action pour répondre aux demandes éthiques et responsables des consommateurs ? Comment mettre en place une stratégie de communication responsable sans tomber dans le « greenwashing » ?

DES CONSOMMATEURS RÉCEPTIFS MAIS PRESSÉS !

La prise de conscience collective s'est développée, preuves en sont les vives réactions des consommateurs face aux crises alimentaires et leur méfiance accrue face aux engagements éthiques des marques. Pourtant, la déforestation ne figure pas, loin s'en faut, parmi les principales inquiétudes des Français... Le rôle des marques en la matière ne s'arrête pas à l'éco-conception de services et produits éthiques et respectueux de l'environnement. Elles doivent accompagner leurs clients dans une consommation plus consciente et leur donner des repères pour leur permettre d'effectuer des achats responsables. Comment, alors, concevoir des messages de communication efficaces et percutants alors que le choix du consommateur ne s'arbitre qu'en quelques secondes dans le linéaire ?

“CERTAINES ENTREPRISES PRENNENT LE PARTI DE COMMUNIQUER SUR DES PRODUITS « SANS » : « SANS HUILE DE PALME », « SANS PARABEN », « SANS GLUTEN »... CETTE APPROCHE D’UNE COMMUNICATION NÉGATIVE OU DE SUBSTITUTION NE CONSTRUIT PAS DE VALEUR À LONG TERME.”



La déforestation arrive au **5^e** rang des sujets d'inquiétude des Français.

ENJEUX D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

- Collaborer avec les équipes en charge de la filière (assimilation des contraintes techniques) afin de connecter les messages de communication avec ce qui est réalisé sur le terrain.
- Définir la durabilité : quels critères, quels contrôles, quelles garanties ?
- Clarifier le propos, éviter la globalisation des termes, donner à comprendre.
- Co-construire avec les parties prenantes : entreprises, pouvoirs publics, ONG.

63% des Français souhaitent avoir des informations sur l'impact environnemental des produits qu'ils achètent.

Source : Étude Ethicity® 2014

4 SOLUTIONS DE COMMUNICATION

- Créer un méta label « anti-déforestation » utilisable pour l'ensemble des filières : faire consensus sans altérer les critères de durabilité.
- Créer un observatoire pour vérifier les engagements des entreprises et garantir la durabilité des produits.
- Communiquer sur la valeur donnée à un produit quand il est adossé à une filière de durabilité.
- Former les communicants et marketeurs sur la communication et le marketing responsables.

GUILLAUME RÉVEILHAC **PRÉSIDENT DE L'ALLIANCE FRANÇAISE** **POUR UNE HUILE DE PALME DURABLE**

“CET ATELIER, VÉRITABLE LABORATOIRE D’IDÉES, EST LA PREUVE QU’IL EST POSSIBLE, ENSEMBLE, DE FAIRE AVANCER LE DÉBAT ET DE TENDRE VERS L’OBJECTIF « ZÉRO DÉFORESTATION » QUE NOUS NOUS SOMMES FIXÉS.

Toutes ces réflexions doivent maintenant contribuer à nourrir le débat en France et au-delà de nos frontières, et se transformer en actions concrètes.

Nous pouvons inverser la tendance et entraîner dans notre sillage, d’autres pays comme la Chine ou encore l’Inde. Il ne tient qu’à nous de faire bouger les choses, chacun à notre niveau, au sein de nos entreprises, de nos institutions et au niveau de l’opinion publique.

C’est ensemble, que nous parviendrons à lutter contre la déforestation et le changement climatique, et atteindre ainsi l’objectif « zéro déforestation » qui nous est si cher à tous.”



**ŒUVRONS
ENSEMBLE POUR
CONVERGER VERS
NOTRE OBJECTIF
COMMUN : « ZÉRO
DÉFORESTATION » !”**

REMERCIEMENTS AUX PARTICIPANTS

ACTED (Agence d'aide à la Coopération Technique et au Développement)
ADETEF (Assistance au Développement des Échanges en Technologies Économiques et Financières)
AFD (Agence Française de Développement)
AFdPZ (Association Française des Parcs Zoologiques)
AIR LIQUIDE
ALDEFI (Alliance pour le Développement contre la pauvreté par la Finance)
ALLIANCE BELGE POUR UNE HUILE DE PALME DURABLE
AMBASSADE DE CÔTE D'IVOIRE EN FRANCE
AMBASSADE ROYALE DE NORVÈGE EN FRANCE
AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD EN FRANCE
ANIA (Association Nationale des Industries Alimentaires)
APIFLORDEV
APP (Asia Pulp & Paper)
ASSOCIATION DES SCIENCES PO
AUCHAN
AVSF (Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières)
BNP PARIBAS
BUREAU VERITAS
CARREFOUR
CASINO
CASTORAMA
CIRAD (Centre de coopération International en Recherche Agronomique pour le Développement)
CONFORAMA
CONSERVATION INTERNATIONAL
CREDOC (Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de vie)
E. LECLERC
EM LYON Business School
ENVOL VERT
EPOA (European Palm Oil Alliance)
ETC TERRA
FERRERO
FFAS (Fonds Français pour l'Alimentation et la Santé)
FSC France (Forest Stewardship Council France)
GIVAUDAN

GLOBAL CANOPY PROGRAMME
GREENFLEX
GROUPE AVRIL
GROUPE YVES ROCHER
LABEYRIE TRAITEUR SURGELÉS
LSA
MAISONS DU MONDE
MAX HAVELAAR FRANCE
MICHELIN
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT
OLENEX
PALMELIT
PICKENPACK EUROPE
PROPARGO
PUR PROJET
RSPO (Round Table on Sustainable Palm Oil)
RTRS (Round Table on Responsible Soy)
SCIENCES PO
SOFRECO
SOCFIN
THE DIPLOMATIC ACADEMY OF THE CARIBBEAN
THE UNIVERSITY OF THE WEST INDIES
TRANSITIONS
UNILEVER FRANCE
VANDEMOORTELE FRANCE
WILMAR

REMERCIEMENTS AUX INTERVENANTS

ALLIANCE FRANÇAISE POUR UNE HUILE DE PALME DURABLE
AWELY
CONVERGENCES
GREENPEACE
NESTLÉ FRANCE
RAINFOREST ALLIANCE
SIDIESE
TFT (The Forest Trust)
WEAVE AIR
WWF FRANCE



CONVERGENCES

Vers un monde équitable et durable

Lancée en 2008, Convergences est la première plateforme de réflexion en Europe destinée à établir de nouvelles convergences entre acteurs publics, privés et solidaires. Elle rassemble plus de 200 partenaires autour d'un objectif commun : zéro exclusion, zéro carbone, zéro pauvreté.

www.convergences.org



ALLIANCE FRANÇAISE POUR UNE HUILE DE PALME DURABLE

Créée en 2013, l'Alliance Française pour une Huile de Palme Durable regroupe des entreprises et des organisations professionnelles. Son objectif est de développer, puis généraliser, l'utilisation de l'huile de palme durable. Durable ? C'est-à-dire sans lien avec la déforestation, respectueuse de l'environnement, de la biodiversité et des populations locales.

Ses membres se sont engagés à utiliser une huile de palme 100% certifiée RSPO (Table ronde pour une huile de palme durable) d'ici fin 2015 et visent des conditions encore plus strictes pour 100% de leurs approvisionnements d'ici 2020.

www.huiledepalmedurable.org



RENDEZ-VOUS SUR
STOP-DEFORESTATION.ORG



CONTACTS

CONVERGENCES

Céline Rotcajg

Responsable Communication et des Partenariats

celine.rotcajg@convergences.org

www.convergences.org

ALLIANCE FRANÇAISE POUR UNE HUILE DE PALME DURABLE

Laure d'Astorg

Secrétaire Générale

ldastorg@huiledepalmedurable.org

www.huiledepalmedurable.org

STOP-DEFORESTATION.ORG



ZÉRO EXCLUSION
CARBONE
PAUVRETE

8^e édition - 7, 8 et 9 sept. 2015
Palais Brongniart - Hotel de Ville - Paris



ALLIANCE FRANÇAISE
POUR UNE HUILE
DE PALME DURABLE